



DENIS ALLARD/REA

Le besoin d'un récit national

Une conversation avec les députés Dominique Potier (PS) et Xavier Breton (LR).

Pour cette première partie de notre grande enquête, à l'occasion de l'élection présidentielle, sur ce qui relie les Français, nous avons réuni deux députés, l'un du Parti socialiste, l'autre des Républicains. Censés refléter la principale fracture politique de ce pays, ils s'entendent pourtant sur des espérances communes, et ils expriment tous les deux le besoin d'un récit national sur notre identité.

LA VIE. Vous appartenez à deux camps politiques opposés. Pourtant, vous semblez partager un même souci pour le bien commun. La politique implique-t-elle la division en France ?

DOMINIQUE POTIER. Des choses nous séparent, souvent profondes, parfois superficielles. Une recomposition est impérative. Elle passera à mon sens par une refondation, car la majorité des Français sont orphelins d'une politique à la hauteur de leur espérance. La droite a souvent choisi de cultiver l'enracinement, quand la gauche défendait l'émancipation. Je me refuse à opposer les deux. À gauche, je me sens aussi enraciné que toi, Xavier, à droite.

Je pense même que le diktat de l'émancipation peut être aussi totalitaire que le culte de l'enracinement. C'est peut-être cette recherche d'équilibre entre émancipation et enracinement – ou plutôt attachement, comme dit le philosophe Olivier Abel – qui nous unit. L'identité française est faite de ces deux mouvements.

XAVIER BRETON. Tu remplaces le mot enracinement par attachement, ce qui s'entend si l'enracinement

DOMINIQUE POTIER. Député PS de Meurthe-et-Moselle depuis 2012, agriculteur, 53 ans, a créé Esprit civique. Soutient B. Hamon.



XAVIER BRETON Député LR de l'Ain depuis 2007, 54 ans, issu d'un milieu populaire, conseiller régional. Soutient F. Fillon.

conduit à un repli, à une crispation. Moi, je remplacerais bien le mot émancipation par épanouissement. Émancipation, c'est rompre avec l'état originel, d'une certaine façon faire table rase, alors qu'épanouissement, c'est se développer à partir de son état originel.

D.P. C'est peut-être la transcendance qui nous permet de dépasser ces apparentes contradictions. Ce sont les gamins qui ont reçu le plus d'amour dans la prime enfance qui font les plus grands aventuriers. Faut-il s'affranchir de sa nature ? Peut-être dans le sens où nous apprenons à « danser dans nos chaînes ». Cela peut prendre la forme du courage pour accepter sa condition. Je pense au handicap, à l'accueil d'un enfant différent, à la finitude et à nos fragilités. Les Français sont les héritiers d'une nation qui a proclamé la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cela peut paraître prétentieux, mais c'est en vérité une marque d'humilité : renoncer à dominer par la force, donner naissance à l'État de droit, reconnaître l'autre comme soi-même. Là, il y a un génie français. Ce combat du christianisme et des Lumières doit prospérer : dire ce qui est juste, poser des limites à l'individualisme et des rives civilisationnelles à la mondialisation. C'est une perspective commune qui peut réunir les humanistes de tous bords.

On a parfois l'impression que les Français ne savent plus vraiment ce qu'ils ont en commun. Partagez-vous ce sentiment ?

X.B. Je pense que les Français sont justement en train de redécouvrir ce qui les unit. Bien sûr, il y a



des fractures, deux particulièrement : économique, avec le chômage, et culturelle. Au cours des dernières années, au lieu de chercher à réduire ces fractures, on les a souvent aggravées. Avec la réforme territoriale, les gens ne savent plus où ils habitent, sauf dans leurs communes. La politique familiale a été attaquée, alors qu'elle permet justement de maintenir des liens fondamentaux. La notion de laïcité, devenue très sèche, fait que l'on met de côté les religions là où, au contraire, elles pourraient aider à créer du lien. Malgré tout cela, nos compatriotes cherchent à retrouver ce lien. Cela s'exprime parfois dans une réaffirmation

France qui redouble de fraternité pour réparer une société fragmentée. Le pays s'incarne moralement par mille gestes, de la civilité au don du sang, de l'écologie à l'accueil des migrants. Une solidarité qui est plus un aiguillon qu'un substitut à l'État-providence. Qui entendra cette aspiration à donner sens à nos vies ?

Peut-on vraiment retrouver du commun en insistant sur la fragilité ?

X.B. Oui. Mais je pense que nous sommes toujours dans un conflit entre l'autonomie et la vulnérabilité. Beaucoup de textes de référence ont été marqués par

« Encore une chose qui nous relie : la conscience de la fragilité de notre planète, de nos vies. La fin d'une attitude indolente et désinvolte. »



DOMINIQUE POTIER



XAVIER BRETON

« Rester ce que l'on est, ce n'est pas un idéal. Mais la question posée est aussi : qui sommes-nous ? »

un peu identitaire, qui a le mérite de rappeler les choses qui avaient été oubliées, mais qui ne débouche pas sur un programme porteur d'avenir. Regardez les supporteurs qui chantent *la Marseillaise* trois fois par mi-temps ! Il y a 10 ans, ils avaient du mal à la chanter une seule fois.

Pour retrouver du lien, il faut passer d'abord par le dialogue horizontal, entre associations par exemple. Puis il y a une dimension verticale, qui implique une recherche de sens. Enfin, il faut passer à la pratique... Les idées qui tournent autour d'un service obligatoire, par exemple, vont dans le bon sens.

D.P. Nous sommes d'accord. J'ai pour ma part proposé un service civique de neuf mois pour tous, dont trois de « classes républicaines » et six à la carte ! Il y a des nostalgies françaises qui disent une espérance. Une figure : l'abbé Grégoire, député de la Constituante, dans sa lutte pour l'abolition de l'esclavage. Cette fierté d'une France pionnière crée du lien entre nous. D'autres figures : celle de Pierre Mendès France, mais aussi de Robert Schuman, en passant par Charles de Gaulle, bien sûr. Ces hommes politiques incarnent une éthique, un détachement vis-à-vis des mondantités et de l'argent... la clarté de l'engagement.

Encore une chose qui nous relie : la conscience de la fragilité de notre planète, de nos vies. La fin d'une attitude indolente et désinvolte. En réponse, il y a une

éthique de l'autonomie. Cela renvoie à l'individualisme, qui a dominé en France ces 40 dernières années. Il y a une autre éthique à partir de l'attention aux plus fragiles. C'est, par exemple, l'option préférentielle pour les pauvres dans la doctrine sociale de l'Église catholique. Cette attention aux plus fragiles, cela nous anime de plus en plus aujourd'hui.

Mais, en même temps, on n'a pas encore fait tout le chemin. Les fragilités réapparaissent d'abord... chez ceux qui sont touchés. Des fragilités sont peu débattues. Ainsi les 10 à 15 % de jeunes qui sortent sans qualification du système scolaire. Ainsi la question de la pauvreté, traitée seulement de manière périphérique. Idem pour la question du handicap.

Faute de savoir ce que nous avons en commun, les politiques invoquent souvent la laïcité. Celle-ci suffit-elle à créer du commun ?

D.P. La laïcité doit être un cadre et un creuset. Un cadre protecteur des libertés individuelles et de l'espace public. Un creuset pour une spiritualité qui soit une ressource pour chaque personne et pour la République. Les gens n'ont pas déserté la question du sens. Même lorsqu'ils la cherchent par d'autres voies. Le renouveau du jeûne, la recherche de sobriété, le goût de la marche, du chant... : des quêtes de sens. Prendre le temps de penser le monde est aujourd'hui une

attitude authentiquement révolutionnaire. Une laïcité qui ferait fi de ces grandes traditions et de cette quête spirituelle serait une sécheresse. Un désert dans lesquels viennent loger des monstres.

X.B. Ôter les religions pour retrouver une identité commune, c'est assécher la vie. Pour moi, la laïcité, c'est une règle du jeu, pas un contenu.

Avons-nous besoin d'un récit national ?

D.P. Oui, j'ose le dire. Nous avons besoin de ce récit. Un récit ouvert, qui fera l'objet de controverses, bien sûr, mais un récit !

X.B. Oui, le rapport à l'Histoire pose problème. Il faut qu'il soit plus équilibré. Il faut arrêter la repentance et l'autoflagellation et le fait de ne pas s'aimer soi-même. Ce qui ne veut pas dire nier les choses. Il y a un exercice à faire ensemble pour ce récit national.

D.P. Il faut cultiver l'amour de « notre » France, la diversité des lieux, l'unité de la langue, mais aussi la mémoire de nos grandes réconciliations, de la fête de la Fédération en 1790 aux « Jours heureux » du Conseil national de la Résistance. « L'amour du pays » n'est pas exclusif : il est le médiateur d'un amour plus grand pour l'humanité. C'est cela la France, avec son histoire, sa part d'ombres et de lumières. Si nous ne croyons pas nous-mêmes dans notre pays, dans ce que nous sommes, nous ne pouvons accueillir ni la modernité, ni la diversité, et notamment notre rapport à l'islam.

X.B. Le pays, ce n'est pas un objet étranger. Aimer son pays, c'est s'aimer. Pendant 30 ou 40 ans, des gens qui ne s'aimaient pas ont été au pouvoir. On dit qu'il faut d'abord s'aimer soi-même pour aimer l'autre. Et s'aimer ne veut pas dire nier le passé.

Dans les meetings du FN, on scande souvent : « *On est chez nous !* » Un message à double signification, qui crée du lien en même temps qu'il exclut.

Comment jugez-vous ce genre de revendication ?

X.B. Le message de départ, c'est : on veut rester ce que l'on est. Rester ce que l'on est, ce n'est pas un idéal. Mais la question posée est aussi : qui sommes-nous ? C'est parce que nous n'avons pas assez travaillé cette question de l'identité, à droite comme à gauche, que l'extrême droite a préempté le sujet.

D.P. Des territoires à la planète, en passant par la République : nous devons fabriquer du commun basé sur la justice et l'égalité. Le contraire du FN. Je pense avec Régis Debray que la frontière est « *une limite hospitalière, garante de la diversité du monde* ». Le « chez nous » doit être converti. J'aime aussi Olivier Abel lorsqu'il reprend cette idée de Ricœur : pour avoir en face de soi un autre que soi, il faut avoir un soi. Il évoque aussi la gratitude. Reconnaître que nous sommes des héritiers est la condition pour que naisse une génération civique et fraternelle. C'est cet « endettement mutuel » qui constitue une nation. ♡

INTERVIEW HENRIK LINDELL